



Conseil économique et social

Distr. générale
27 avril 2009

Original : français

Session de fond de 2009

Genève, 6-31 juillet 2009

Point 2 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Examen ministériel annuel : « Mettre en œuvre
les objectifs et engagements adoptés au niveau
international en matière de santé publique mondiale »**

Déclaration présentée par la Fondation Ostad Elahi : éthique et solidarité humaine, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2009/100.



Déclaration*

Rapport du panel de la Fondation Ostad Elahi sur le thème général de 2009 : « Mettre en œuvre les objectifs et engagements adoptés au niveau international en matière de santé publique mondiale »

En réponse au thème de l'examen ministériel annuel de 2009, un panel s'est réuni le 13 février 2009 à Paris dans l'enceinte du Conseil économique et social à l'initiative de la Fondation Ostad Elahi : éthique et solidarité humaine et sous l'égide de l'Association internationale des conseils économiques et sociaux et institutions similaires.

Le panel, qui a rassemblé des représentants de l'Organisation des Nations Unies, du Parlement français, des médecins et chercheurs et une organisation non gouvernementale, s'est interrogé sur « l'éthique du soin en Afrique et la résolution des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé » en vue de faire des recommandations. L'objectif de ce panel était de se demander comment l'éthique du soin peut contribuer à l'avancement des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la santé, l'hypothèse étant que des changements dans les pratiques professionnelles liés à des questions d'éthique sont possibles et peuvent avoir des répercussions immédiates et amples sur la qualité des soins apportés aux patients.

Si les panélistes font le constat d'insuffisances dans la qualité des soins, ils indiquent que de nombreux freins à la mise en œuvre d'une éthique en santé sont surtout liés au fonctionnement politique, économique et social des pays en voie de développement : fondamentaux sanitaires non assurés, manque de moyens au niveau de la formation, imbrication de plusieurs systèmes de normes sans réelle convergence, langues africaines non équipées scientifiquement, etc. Ces freins favorisent des systèmes de débrouillardise et la construction d'éthiques relatives.

Pourtant, des îlots de bonnes pratiques ont pu émerger. La prise en charge médicale des personnes vivant avec le VIH ou la recherche clinique (avec mise en place de normes écrites selon des standards internationaux) en fournissent de bons exemples. S'appuyer sur l'existence de comités d'éthique pour la recherche en santé pour créer des structures équivalentes en éthique du soin est une piste à approfondir. L'éthique s'incarne aussi dans des personnalités qui placent haut la barre de l'éthique personnelle et de la relation soignant-soigné, entraînant des améliorations sensibles de la qualité des soins susceptibles par l'exemplarité de bénéficier à l'ensemble du système de santé.

Un progrès de la prise de conscience des droits du patient est également à l'œuvre par l'action d'associations dirigées par des patients eux-mêmes, qui promeuvent le principe du consentement éclairé, la rédaction de chartes éthiques, jouent le rôle de médiateur, de conseiller, demandent des réparations, etc. Pour réduire les retards entre l'annonce d'un diagnostic et la prise en charge thérapeutique, des associations élaborent et diffusent un annuaire des structures de prise en charge indiquant les services rendus, les horaires, les tarifications, etc.

* La version originale française du présent document n'a pas été revue par les services d'édition.

D'une manière générale, il s'agit d'une part d'axer la formation sur la prise en considération des patients en tant que personnes humaines, de développer la réflexivité des différents acteurs, des soignants aux élites politiques en passant par les organisations internationales, sur leurs propres pratiques, et d'autre part, de recenser les bonnes pratiques, les soutenir, les promouvoir et les répliquer.
